

CESSIONS DE SITES ET LICENCIEMENTS A AUCHAN

La France paie très cher son acharnement à développer les grandes surfaces commerciales

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 19.04.19

Paris, 30 avril 2019

Contacts presse

Jean-Côme Delerue

01 47 63 31 31

06 77 64 40 78

jcdelerue@u2p-france.fr

Oscar Dassetto

01 47 63 31 31

06 73 19 57 64

odassetto@u2p-france.fr

L'actualité vient une nouvelle fois de donner raison à tous ceux qui, comme l'U2P, alertent l'opinion et les pouvoirs publics locaux et nationaux sur les dégâts considérables causés par la grande distribution sur le tissu économique et social français et sur la nécessité de défendre au contraire un modèle de développement fondé sur l'emploi de proximité et le développement durable.

Alors que le Groupe Auchan, détenu par certaines des plus grandes fortunes de France, a enregistré des pertes de plus d'un milliard d'euros en 2018, sa direction a annoncé la cession de 21 sites en France et prévoit d'ores et déjà le licenciement de plus de 700 personnes.

Ainsi, **après des décennies de développement anarchique de la grande distribution, nous faisons le constat d'un double échec : non seulement l'artisanat, le commerce de proximité et même certaines professions libérales ont été fragilisés au détriment des centres des villes et des villages qui ont été pour partie désertés, mais les grandes surfaces en arrivent aujourd'hui à licencier, à l'inverse des promesses initiales.**

Une partie des élus politiques, peu regardant face aux sirènes des grands distributeurs, porte la responsabilité de cette situation.

On sait pourtant depuis longtemps qu'à chiffre d'affaires égal la grande distribution crée trois fois moins d'emplois que les entreprises de proximité. On sait aussi que les produits vendus en grandes surfaces font une part restreinte aux productions locales et aux circuits courts.

Alors que tous les signes plaident aujourd'hui pour un rééquilibrage au profit d'une forme de commerce plus raisonnée, qu'attend-on pour agir ? **Laissera-t-on l'enseigne Auchan, prise en flagrant délit d'échec, poursuivre son projet « EuropaCity » de méga complexe commercial au Nord Est de Paris ?**

L'U2P, qui participe activement aux politiques de revitalisation des centres villes et centres bourgs, appelle les pouvoirs publics locaux et nationaux à prendre le taureau par les cornes en limitant beaucoup plus drastiquement le développement des grandes surfaces en France. C'est l'une des conclusions du Grand débat des entreprises de proximité que l'on retrouve parmi les 54 priorités mises en avant par l'U2P à l'issue du Grand débat.